

La peine de mort

Introduction :

Il y a plus de deux siècles déjà, en 1764 Diderot et d'Alembert jugeaient la peine de mort comme « ni utile, ni nécessaire », aujourd'hui de nombreuses associations ou organisations internationales luttent contre la peine de mort dans le monde.

En effet, si le 9 août 1981, la France promulguait la loi d'abolition de la peine capitale, il ne reste pas moins qu'à l'heure actuelle 122 pays maintiennent la loi du talion dans leur loi ou dans leur pratique.

65 pays ont prononcés 3058 condamnations à mort en 2000 et 1457 prisonniers ont été exécutés dans 28 pays.

88% des exécutions ont eu lieu dans quatre pays : la Chine, l'Arabie saoudite, les États-Unis et l'Iran.

Actuellement, d'une façon générale, la peine de mort est en recul dans le monde notamment sous la pression des organisations internationales et de l'opinion publique.

Le 1^{er} congrès mondial contre la peine de mort a eu lieu à Strasbourg les 21, 22 et 23 juin 2001 sa déclaration finale demande l'abolition universelle de la peine de mort.

En effet la question de la peine de mort n'a été considérée réellement que depuis peu relevant du droit et des relations internationales mettant en place toute une série de textes au caractère universel et abolitionniste, c'est ainsi que le pacte international relatif aux droits civils et politiques traduit l'étape la plus importante du droit faisant apparaître des limites à la peine capitale en vertu du principe fondamental du droit à la vie, aussi peut-on se permettre de préciser que la peine de mort est légitime en ce sens ?

Aujourd'hui, les États abolitionnistes dessinent cette volonté nette de protéger les droits de l'homme contre la sentence de la peine de mort (I) et que la jurisprudence tant européenne qu'internationale est en marche vers une abolition universelle de la peine de mort (II).

Plan :

I. la protection absolue des droits de l'homme en matière de peine de mort :

Dans le cadre européen, le libellé de l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme, de 1950 consacre le principe fondamental du droit à la vie, que les relations internationales luttent pour l'abolition de la peine de mort (A) et que de nombreuses normes internationales encadrent cet ultime et irréversible recours, c'est la peine de mort (B).

A. le Droit à la vie un frein à la peine de mort :

C'est parce que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine, qu'aucune autorité ne saurait décider de la mort d'un être humain.

« Le droit à la vie est protégé par la loi, la mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement ».

Cet article 2 limite la peine de mort. Et conçoit que pour les pays non abolitionnistes certaines dispositions soient prises.

La déclaration universelle rappelle le caractère absolu qu'est le droit à la vie et dispose que « tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne »

Cette rédaction est le fruit d'un compromis entre les représentants des états qui souhaitent que l'on confirme que la peine de mort viole le droit à la vie et ceux qui voulaient en dire qu'elle ne constitue qu'une limitation au droit à la vie.

L'Amnistie internationale s'oppose à la peine capitale parce qu'elle constitue une violation de droits fondamentaux, le droit à la vie et celui de ne pas être soumis à une peine cruelle, inhumaine ou dégradante.

Ils sont en effet, tous deux dans la déclaration universelle des droits de l'homme.

Notons, en dehors du champ juridique, que la peine capitale est souvent utilisée de manière disproportionnée contre les personnes issues de milieux défavorisés, et cette discrimination est contraire aux articles 2 et 7 de la [Déclaration universelle des droits de l'homme](#). La peine de mort est la négation absolue de la dignité et de la valeur de l'être humain, telles que proclamées dans le préambule de la Déclaration.

B. des normes internationales abolitionnistes et contraignantes :

- Le traité international qui traite de la peine de mort est le **Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)**, adopté par l'Assemblée générale des Nations unies en 1966, qui, s'il ne l'interdit pas, en limite l'application aux crimes « les plus graves » dans le cadre d'un « procès équitable ». **Son Deuxième Protocole facultatif** prévoit l'abolition totale de la peine capitale, mais autorise les États parties à appliquer ce châtiment en temps de guerre, s'ils ont formulé une réserve en ce sens lors de la ratification ou de l'adhésion. Une fois ratifié, il n'est pas dénonçable. En août 2006, 57 États avaient ratifié ce protocole et 7 l'avaient signé.

Le PIDCP, adopté par l'Assemblée générale des Nations unies en 1966, proclame à l'article 6-2 que : « *dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves* ».

La signification des crimes les plus graves :

- **Le Comité des droits de l'homme**, estime que « l'expression "les crimes les plus graves" doit être interprétée d'une manière restrictive, comme signifiant que la peine capitale doit être une mesure tout à fait exceptionnelle ».
- Dans les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, adoptées en 1984, le Conseil économique et social des Nations unies réitérait la nécessité de ne prononcer la peine de mort que pour les crimes les plus graves « *étant entendu qu'il s'agira au moins de crimes intentionnels ayant des conséquences fatales ou d'autres conséquences extrêmement graves* ».

- **Le protocole à la convention américaine relative aux droits de l'homme, traitant de l'abolition de la peine de mort**, adopté en juin 1990, il a été ratifié par 8 états du continent américain et signé par deux autres.
- Les deux protocoles prévoient l'abolition totale de la peine capitale, mais laissent aux états qui le souhaitent la possibilité d'y avoir exceptionnellement recours en temps de guerre.
- **le protocole n°6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales** : concernant l'abolition de la peine de mort ouvert à la signature en avril 1983, il est entrée en vigueur en mars 1985. il a été ratifié par 45 états européens.
- **L'objet du protocole n°6 à la convention européenne des droits de l'homme est l'abolition de la peine de mort en temps de paix.**
- **Le protocole n°13 à la convention européenne des droits de l'homme** : relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances ouvert à la signature en mai 2002, il est entré en vigueur en juillet 2003 il a été ratifié par 39 états européens signé par 7 autres.

II. vers une absolution universelle jurisprudentielle :

A. la cour européenne des droits de l'homme protectrice des droits de l'homme :

- Dans son arrêt *Soering c/ Royaume Uni*^[1], la CEDH a jugé le « syndrome du couloir de la mort » contraire à l'article 3 de la ConvEDH, compte tenu de l'âge et de l'état mental de l'individu, des conditions et de la durée de la détention dans le quartier des condamnés à mort :

« Aucun détenu condamné à mort ne saurait éviter l'écoulement d'un certain délai entre le prononcé et l'exécution de la peine, ni les fortes tensions inhérentes au régime rigoureux d'incarcération nécessaire. Le caractère démocratique de l'ordre juridique virginien en général, et notamment les éléments positifs des procédures de jugement, de condamnation et de recours en Virginie, ne suscite aucun doute. La Cour reconnaît, avec la Commission, que le système judiciaire auquel le requérant se verrait assujéti aux États-Unis n'est en soi ni arbitraire ni déraisonnable; au contraire, il respecte la prééminence du droit et accorde à l'accusé passible de la peine de mort des garanties procédurales non négligeables. Les détenus du "couloir de la mort" bénéficient d'une assistance, par exemple sous la forme de services psychologiques et psychiatriques (paragraphe 65 ci-dessus).

Eu égard, cependant, à la très longue période à passer dans le "couloir de la mort" dans des conditions aussi extrêmes, avec l'angoisse omniprésente et croissante de l'exécution de la peine capitale, et à la situation personnelle du requérant, en particulier son âge et son état mental à l'époque de l'infraction, une extradition vers les États-Unis exposerait l'intéressé à un risque réel de traitement dépassant le seuil fixé par l'article 3 (art. 3). L'existence, en l'espèce, d'un autre moyen d'atteindre le but légitime de l'extradition, sans

entraîner pour autant des souffrances d'une intensité ou durée aussi exceptionnelles, représente une considération pertinente supplémentaire.

C'est donc contraire à l'article 3 de la ConvEDH qui impose que « *Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants* ».

« *En conclusion, la décision ministérielle de livrer le requérant aux États-Unis violerait l'article 3 (art. 3) si elle recevait exécution.* »

Cette jurisprudence a été confirmée par la CEDH à de nombreuses reprises. Ainsi, dans l'arrêt *Jabari c/ Turquie* du 11 juillet 2000²[2], la Cour a considéré que l'expulsion d'une femme vers l'Iran où elle risquait d'être condamnée à mort par lapidation est incompatible avec l'obligation de la Turquie de respecter l'article 3 de la ConvEDH.

Dans l'arrêt rendu le **12 mai 2005** par la Grande Chambre dans **l'affaire *Öcalan c/ Turquie***³[3], la CEDH a noté que la peine de mort en temps de paix en est même venue à être considérée comme une forme de sanction inacceptable, qui n'est plus autorisée par l'article 2 de la ConvEDH. Et la Cour a conclu que **le fait de prononcer la peine de mort à l'encontre du requérant à l'issue d'un procès inéquitable devant un tribunal dont l'indépendance et l'impartialité étaient sujettes à caution s'analysait en un traitement inhumain contraire à l'article 3 de la ConvEDH.**

Suivant le principe établi en 1989 dans l'arrêt *Soering c/ Royaume-Uni*, et repris ensuite dans de très nombreuses décisions de la CEDH, les États doivent demander des assurances fermes, des États-Unis et des autres pays dans lesquels la peine de mort est maintenue, que les personnes à extraditer ou expulser ne seront pas condamnées à mort.

Ce principe a déjà été appliqué par les juridictions de nombreux pays européens, du Canada et de l'Afrique du Sud.

Il a été repris dans les *Lignes directrices sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme*, adoptées par le Comité des Ministres le 11 juillet 2002. La Ligne directrice n° XIII, paragraphe 2, prévoit que l'extradition d'une personne vers un pays où elle risque d'être condamnée à la peine de mort ne peut avoir lieu à moins que des certaines assurances aient été obtenues.

Une disposition similaire a été incluse dans le Protocole amendant la Convention européenne sur la suppression du terrorisme de 1977, ouverte à signature le 15 mai 2003.

B. des arrêts internationaux précurseurs en matière d'abolition de peine de mort :

Plusieurs arrêts de **la CIDH** ont pris en compte ce « syndrome du couloir de la mort » et ont été dans le même sens que la CEDH.

2

3

- Ainsi, dans les affaires *Cantoral Benavides et Hilaire, Constantine, Benjamin et autres c/ Trinidad et Tobago*, respectivement en 2000 et 2002, la CIDH a considéré que **le fait de laisser un condamné à mort dans l'attente d'être exécuté, sans communication, isolé dans une petite cellule, sans ventilation ou lumière naturelle et soumis à des restrictions de visites constitue clairement un traitement inhumain et dégradant.**

1.- Commission de Droits de l'Homme (et Conseil des droits de l'Homme) de l'ONU)

La Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, à laquelle a succédé le Conseil des Droits de l'Homme, a établi que « l'abolition de la peine de mort est fondamentale pour la protection [du] droit [à la vie] » (résolution 2005/59 du 20 avril 2005).

Régulièrement, elle a adopté des résolutions successives sur la peine de mort dans lesquelles elle demande en particulier aux Etats « de veiller à ce que, lorsque la peine capitale est appliquée, elle soit exécutée de manière à causer le minimum de souffrances possible et ne soit pas exécutée en public ni de toute autre manière dégradante, et à ce qu'il soit mis immédiatement fin aux modes d'exécution particulièrement cruels ou inhumains, comme la lapidation ».

Et le tout nouveau Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a reconnu que l'abolition est aussi essentielle pour la protection d'un autre des droits fondamentaux de l'Homme : le droit de ne subir aucun châtiment cruel, inhumain ou dégradant. Lorsqu'un pays abolit la peine de mort, il reconnaît de fait que l'Etat ne doit exécuter aucun détenu et que les détenus sont des êtres humains comme les autres que l'on ne peut priver de leurs droits fondamentaux.

On peut espérer que la décision d'abolir la peine de mort sera suivie par d'autres progrès en matière de traitement des prisonniers, notamment l'abolition d'autres châtiments cruels, inhumains et dégradants tels que l'amputation de membres ou la flagellation.

2.- Comité des Droits de l'Homme de l'ONU

Le **CtédHONU** est plus réservé face au « syndrome du couloir de la mort ».

Par principe, dans une jurisprudence constante⁴ il estime que « une détention prolongée, dans des conditions sévères, dans le quartier des condamnés à mort, ne constitue pas en soi un traitement cruel, inhumain ou dégradant, en l'absence d'autres circonstances impérieuses, si elle est due au fait que le condamné se prévaut des recours en appel dont il dispose ».

Il considère, en effet, que « l'incarcération est une conséquence nécessaire de l'imposition de la peine capitale, aussi cruelle, dégradante et inhumaine qu'elle puisse paraître ».

En outre, le **CtédHONU** refuse d'envisager le facteur temps comme déterminant pour constater une violation du PIDCP afin d'éviter que les Etats qui ont aboli la peine de mort puissent en conclure qu'une exécution doit être effectuée le plus rapidement possible après le prononcé du jugement.

Il considère donc qu'une attente prolongée dans les couloirs de la mort ne constitue pas une violation de l'article 7 du PIDCP (notamment si elle est liée à l'épuisement des voies de recours) même si elle est très longue.

Ce **n'est** donc que si l'existence de « **circonstances impérieuses** » entourant la détention est établie qu'une violation du PIDCP pourra être constatée:

- Ainsi, la détention dans des cellules totalement insalubres, sans lumière ni ventilation, sans matelas ni literie, 23 heures par jour, sans soins médicaux adéquats, a été jugée contraire au respect de la dignité humaine et donc en violation de l'article 10 du PIDCP.
- Il en va de même si la santé mentale du détenu s'est détériorée pendant la détention et qu'il n'avait pas accès à des soins adéquats.
- Ou si le détenu a été maintenu 21 heures par jour pendant plus de 10 ans sans livres ni loisirs.